

étaient si certains d'être appuyés. Ils s'étaient même vantés de pouvoir l'emporter dans Cochrane. Des douze circonscriptions du Nord ontarien, ils ont presque perdu la douzième; ce serait peut-être arrivé, n'eût été de la popularité personnelle de mon ami Arnold. Ce n'est certainement pas son parti qui l'a fait élire.

Le chef du groupe placé à l'extrême gauche de Votre Honneur a proposé un sous-amendement où l'on déplore que le discours du trône n'ait pas traité dans le détail de la crise du logement. N'est-ce pas normal? Tous les Canadiens savent que mon bon ami, le ministre des Transports (M. Hellyer), s'est attaqué au problème dans une perspective très progressiste, et je puis vous assurer que s'il ne réussit pas à résoudre la crise du logement, personne à la Chambre ou hors de la Chambre ne saurait y arriver. Mais le chef du NPD préférerait entendre un flot de paroles sur le sujet. A lui les paroles, monsieur l'Orateur. Quant au gouvernement, il agira.

[Français]

Monsieur le président, je représente une circonscription qui n'est pas un district électoral mais un pays. Elle s'étend de la baie d'Hudson jusqu'au lac Supérieur et jusqu'à la frontière du Québec, vers l'est. C'est un vaste district électoral qui est à peu près de la grandeur de la France, et qui est moins favorisé que les autres parties du pays.

Durant la campagne électorale, le premier ministre parlait du développement régional, et il mentionnait en particulier le Nord de l'Ontario. Ceci est très encourageant pour nous, parce que par le passé, il était de coutume de ne penser qu'aux Maritimes ou à l'Est du Québec, quand il s'agissait d'endroits moins fortunés. Il est maintenant temps de penser à notre région et d'essayer de la mettre en valeur. Nous avons toujours été oubliés dans le passé, mais je suis convaincu qu'après la visite du premier ministre dans notre région, la circonscription de Cochrane et le Nord en général ne seront plus oubliés.

Premièrement, le Nord de l'Ontario est une région très riche en ressources naturelles. Il y a là des possibilités minières extraordinaires, des ressources forestières presque inépuisables et des possibilités de tourisme sans pareil, qu'il faut développer. Il faut les mettre en valeur par des programmes de cinq ans ou de dix ans, bref au moyen de programmes qui considèrent le tout, qui tiennent compte de tous les aspects de la vie du Nord.

Mais pourquoi a-t-on oublié le Nord dans le passé? Pourquoi disait-on que notre région n'était pas si pauvre, après tout? Je pense

[M. Stewart (Cochrane).]

que c'était surtout parce qu'on considérait les chiffres relatifs au chômage. Si l'on visite le Nord de l'Ontario, monsieur le président, et si l'on connaît le climat de notre partie du pays, on serait porté à croire qu'il est trop dur d'y vivre, si l'on ne travaille pas. Alors, cela veut dire que si on ne travaille pas, on quitte l'endroit, tout simplement. C'est une des raisons pour lesquelles les chiffres relatifs au chômage n'indiquent pas qu'il s'agit d'une région moins fortunée, où l'on a besoin des programmes du gouvernement.

[Traduction]

Il est de plus en plus évident que nous ne pouvons pas utiliser le chômage comme seul critère pour désigner une région. A la lumière de critères plus récents, les requêtes que nous formulons dans le Nord de l'Ontario en vue d'obtenir un traitement spécial sont valables dans l'ensemble de l'expansion du pays.

Laissez-moi citer ce que le professeur Brewwis dit à ce sujet:

C'est le désaccord sur ces questions politiques fondamentales et l'absence d'une évaluation économique des autres moyens d'action qui affaiblissent la politique fédérale. Dans l'intervalle, des paiements sont transférés aux provinces plus pauvres, et à ces sommes viennent s'ajouter des prestations d'assurance-chômage qui sont particulièrement élevées. Il est presque certain que la prolongation de ces paiements aux régions pauvres sera moins fructueuse qu'un programme d'assistance destiné à encourager le développement. En versant des allocations de bien-être, on ne s'attaque pas en général à la cause du chômage et de la pauvreté. En fait, dans la mesure où elles atténuent la nécessité urgente de trouver des solutions, elles peuvent perpétuer ces maux. Il est indispensable d'adopter une attitude plus réaliste à l'endroit des problèmes des régions pauvres.

Le Conseil économique du Canada se préoccupe actuellement des problèmes suscités dans ce domaine et il se peut que les services géographiques du gouvernement se soucient davantage dorénavant des questions relatives aux emplacements industriels et à l'aménagement urbain. Leurs travaux jusqu'ici portaient surtout sur la géographie physique.

Il va de soi qu'une collaboration fédérale-provinciale, constante et efficace, s'imposera au premier chef dans la poursuite de tous ces programmes. En ce qui concerne ma région, je crois que le gouvernement provincial s'est éminemment intéressé au lancement de divers programmes et il est évident qu'une collaboration sera nécessaire entre les deux paliers de gouvernement.

Il est intéressant de noter que bien que l'Ontario soit la province la plus riche au point de vue du revenu par habitant, 20 p. 100 environ des familles rurales canadiennes à faible revenu y vivent. Dans le Nord, il